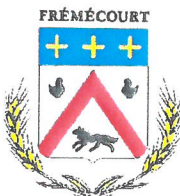


REPUBLIQUE FRANCAISE		dossier n° DP 95 254 21 B0007
 <p>Commune de FREMECOURT</p>		<p>date de dépôt : 28/05/2021</p> <p>demandeur : Monsieur Thierry AUMOND</p> <p>pour : Carport / Abri de jardin</p> <p>adresse terrain : 53 Rue de Cléry, à FREMECOURT 95830</p>

ARRÊTÉ N° 16 du 29/07/2021
refusant une demande de Déclaration préalable
au nom de la commune de FREMECOURT

Le Maire,

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 28/05/2021 par Monsieur Thierry AUMOND demeurant 53 Rue de Cléry à FREMECOURT (95830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : **Carport / Abri de jardin** ;
- sur un terrain situé 53 Rue de Cléry ;
- pour une surface de plancher créée de 5.85 m²;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/2008, mis à jour le 24/01/2017 ;

Considérant l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 02 juillet 2021 ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet :
Tant par un toit en appentis ne tenant pas compte des caractéristiques des constructions traditionnelles locales que par des matériaux non traditionnels et inesthétiques (toiture en tôle nervurée, bardage horizontal, etc.), la construction projetée ne constitue pas un ensemble harmonieux avec la construction principale et ne s'insère pas harmonieusement dans son environnement. En effet, un toit en appentis à vocation à avoir un faitage adossé à un mur (solin) et parallèle à la façade la plus longue. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s).
Les travaux déjà réalisés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) dont il convient de garantir la présentation et ne peuvent être régularisés.

ARRETE

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **REFUSEE**.

Remis le 28/8/2023
[Signature]



Le

Le Maire

Stéphane BALAN

[Handwritten signature of Stéphane Balan]

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.